

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-HUITIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 391^e
SÉANCE



Jeudi 24 octobre 1963,
à 10 h 45

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 30 de l'ordre du jour:

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et réponses des Etats Membres conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale (suite) 85

Président: M. Mihail HASEGANU (Roumanie).

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine: rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et réponses des Etats Membres conformément à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale (A/5497 et Add.1, A/SPC/80, A/SPC/81, A/SPC/82, A/SPC/83, A/SPC/L.95) [suite]

1. M. MENCHIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que de nombreux orateurs ont déjà analysé à fond la honteuse politique de discrimination raciale du Gouvernement sud-africain. Cette politique soulève l'indignation de l'humanité progressiste. Les peuples refusent d'admettre qu'au XX^{ème} siècle, ce siècle des grandes conquêtes de l'homme sur la nature et dans l'espace cosmique, ce siècle où la plupart des peuples d'Asie et d'Afrique ont brisé les chaînes du colonialisme et se sont engagés dans la voie du développement indépendant, subsiste cette forme odieuse de colonialisme et de fascisme qu'est l'apartheid. Leur indignation et leur inquiétude ont trouvé leur expression dans la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, dans la création du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, dans la résolution adoptée à l'unanimité par la Conférence au sommet des pays indépendants africains réunie à Addis-Abéba en mai 1963 et dans la résolution du Conseil de sécurité du 7 août 1963^{1/}.

2. En fait, l'apartheid n'est pas un phénomène isolé: c'est un système cruel, fondé sur une idéologie fasciste, où une infime minorité de colons blancs persécute l'écrasante majorité des noirs et où le Gouvernement sud-africain érige la haine raciale en politique officielle. Ainsi, l'antagonisme racial est à la base de toutes les relations sociales, économiques et politiques du pays. Ces particularités de l'apartheid ont été éloquemment mises en relief par les ministres des affaires étrangères et chefs de délégation qui

ont pris la parole en séance plénière, par les nombreux représentants qui ont avancé de solides arguments au Comité spécial et par des personnalités qui se sont consacrées à la lutte contre l'apartheid comme M. Oliver Tambo et l'ancien évêque de Johannesburg, le révérend R. Ambrose Reeves. Enfin, le Comité spécial, qu'il convient de féliciter de ses travaux, cite dans son rapport (A/5497 et Add.1) de nombreux faits qui montrent à quel point la situation est inadmissible en Afrique du Sud. Toutes ces prises de position confirment que l'opinion mondiale ne saurait plus tolérer ce refuge du racisme: témoin la résolution d'Addis-Abéba, les propositions tendant à exclure la République sud-africaine de plusieurs organisations internationales, la multitude de résolutions par lesquelles les organisations sociales de presque tous les pays protestent contre la politique du Gouvernement sud-africain.

3. Il est grand temps de passer des exhortations stériles à l'application de mesures décisives et efficaces contre le régime raciste d'Afrique du Sud. Ceux qui affirment que l'Afrique du Sud ne peut demeurer indifférente à la voix de la conscience mondiale devraient enfin comprendre que leurs espoirs sont vains. Nul n'ignore, en effet, que le Gouvernement sud-africain continue de violer de façon flagrante les 28 résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. A la présente session (1236^{ème} séance), le représentant de la République sud-africaine a repris les arguments hypocrites dont il use d'année en année et a cherché à déformer les faits; évoquant les "remarquables réalisations" en matière de "développement séparé", il a de nouveau prôné des théories racistes condamnées par le tribunal de Nuremberg et par les peuples du monde entier. Pour comprendre la situation tragique des autochtones et des personnes d'origine indo-pakistanaise, qui constituent les quatre cinquièmes de la population du pays, il suffit d'analyser les faits consignés dans le rapport du Comité spécial et cités par les représentants: déni des droits, misère, taux de mortalité extrêmement élevé, notamment parmi les enfants, transferts forcés de population dans les réserves, état d'exception dans plusieurs régions, rafles et répressions policières, constitution de Bantoustans, qui ne sont que des ghettos.

4. Les vives appréhensions qu'inspire la rapide expansion des forces armées et de police sont parfaitement justifiées parce que ces mesures, comme l'a souligné le Comité spécial, reflètent la gravité de la situation dans le pays et risquent d'avoir de lourdes conséquences internationales. Déjà, lors de la crise congolaise, l'Afrique du Sud avait aidé à équiper l'armée de Tshombé. Aujourd'hui, on constate la collusion du Gouvernement sud-africain avec le régime de M. Winston Field en Rhodésie du Sud, ainsi qu'avec les colonialistes portugais et autres, collusion qui va jusqu'à l'organisation en commun de manœuvres militaires. La lutte de libération nationale du peuple

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-huitième année, Supplément de juillet, août et septembre 1963, document S/5386.

sud-africain s'inscrit donc dans la lutte historique des peuples africains pour l'expulsion définitive des colonialistes du continent africain. En outre, il est manifeste que le Gouvernement raciste de la République sud-africaine n'aurait jamais pu s'obstiner dans sa politique sans l'appui économique, politique et militaire de certaines puissances occidentales. C'est avec raison que les représentants de la Guinée (379^{ème} séance), du Tanganyika (383^{ème} séance), de l'Indonésie (387^{ème} séance) et d'autres pays ont déclaré que la clef du drame qui se joue en Afrique du Sud se trouve entre les mains des alliés de la République sud-africaine, qui entretiennent avec ce pays des liens étroits dans les domaines politique, économique et militaire.

5. La délégation soviétique ne peut passer sous silence certaines des propositions faites, à la 380^{ème} séance, par le représentant du Danemark qui s'est préoccupé notamment de l'avenir de la société sud-africaine, l'apartheid une fois extirpée, et du rôle que l'ONU aura à jouer pendant la période de transition. De l'avis de la délégation soviétique, cette façon d'aborder le problème vise à détourner l'opinion mondiale de la situation actuelle et de la nécessité d'apporter sans tarder une solution au problème, c'est-à-dire d'éliminer d'urgence la discrimination raciale et l'apartheid de l'Afrique du Sud. La délégation soviétique est convaincue que le peuple sud-africain saura lui-même régler l'avenir d'une société qu'il voudra fonder sur la démocratie et l'égalité des droits. Actuellement, les déclarations solennelles, si bien intentionnées soient-elles, se heurtent à l'intransigeance du gouvernement de M. H. F. Verwoerd: à preuve les propos que M. Verwoerd a tenus le 25 juin 1963 devant la Chambre d'assemblée; quant à la résolution du Conseil de sécurité du 7 août 1963, le Gouvernement sud-africain y a répondu par une nouvelle vague de répressions et de procès. Il y a deux semaines, l'Assemblée générale a adopté à l'unanimité la résolution 1881 (XVIII), qui montre la réaction des peuples et des gouvernements devant le règne de l'arbitraire et de la force. Or, la vie des personnes détenues est toujours en danger, et l'on ne relève aucun signe de changement dans l'attitude du gouvernement Verwoerd.

6. La délégation soviétique est toujours partie du principe que l'ONU doit faire cesser la politique inhumaine d'apartheid. Résolument hostile à toutes les formes d'asservissement racial, elle juge indispensable que l'ONU prenne, à la présente session, les mesures les plus décisives et les plus efficaces, y compris des sanctions économiques, politiques et autres, pour mettre fin une fois pour toutes à la discrimination raciale dans la République sud-africaine. L'URSS votera pour de telles mesures.

M. Ingles (Philippines), vice-président, prend la présidence.

7. M. TANG (Chine) rappelle que son gouvernement est opposé à toutes les formes d'oppression, notamment à la discrimination raciale. C'est ce que le représentant de la Chine déclarait encore à l'Assemblée générale le 3 octobre 1963 (1227^{ème} séance plénière). Le concept de discrimination raciale est étranger à la pensée chinoise et, depuis Confucius, les Chinois ont appris à croire à la fraternité des hommes. Dans les temps modernes, la Constitution chinoise de 1911 assurait l'égalité de droits des principaux groupes ethniques: Chinois, Mandchous, Mongols, Musulmans et Tibétains. En dépit des nombreuses difficultés

auxquelles se heurte toute jeune République, ces groupes ethniques vivaient dans l'harmonie et le respect mutuel. C'est seulement sous le régime communiste que les Tibétains ont connu la discrimination et l'oppression.

8. Le Gouvernement de la République de Chine, reflétant le sentiment national, a toujours soutenu que la politique d'apartheid est absolument incompatible avec les obligations que la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme imposent au Gouvernement sud-africain. Comme le représentant de la Chine l'a déclaré au Conseil de sécurité le 5 août 1963 (1053^{ème} séance), non seulement l'apartheid est moralement indéfendable, mais, au point de vue politique, elle porte en soi les formes de sa destruction. Aussi le Gouvernement de la République de Chine s'est-il employé à persuader le Gouvernement sud-africain de modifier sans retard sa politique raciale. Le moment est venu d'opérer des réformes, quels que soient les efforts qu'ait pu faire le Gouvernement sud-africain pour élever le niveau de vie des Bantous.

9. La République de Chine a voté pour la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et pour les résolutions du Conseil de sécurité du 1^{er} avril 1960^{2/} et du 7 août 1963. Dans une lettre adressée le 30 août 1963 au Président du Comité spécial (voir A/5497/Add.1, annexe V), le représentant permanent de la Chine auprès de l'ONU a indiqué que son gouvernement continuerait de soutenir les efforts des Nations Unies en vue de faire changer la situation raciale en Afrique du Sud. Le Gouvernement chinois a en outre fait savoir au Secrétaire général, le 27 septembre 1963^{3/}, qu'il n'avait vendu ni expédié à l'Afrique du Sud ni armes ni munitions d'aucun type ni véhicules militaires, et qu'il n'envisageait pas d'en vendre.

10. Passant au rapport du Comité spécial (A/5497 et Add.1), le représentant de la Chine déplore que le Gouvernement de la République sud-africaine ait intensifié la répression en prenant une série de nouvelles mesures telles que le General Law Amendment Act de 1963, dont l'application a causé d'indicibles souffrances à la population bantoue de Johannesburg. En fait, la politique d'apartheid est devenue un sujet d'inquiétude pour tous les Etats et tous les peuples. La délégation chinoise note avec satisfaction que le Comité spécial considère que sa tâche est non seulement de préparer le terrain à l'adoption d'une nouvelle résolution, mais de rechercher une solution constructive à la situation grave résultant de l'intensification de la politique d'apartheid. Il semble que le Comité spécial ait déjà proposé les grandes lignes d'une solution en rappelant au paragraphe 449 de son rapport la résolution 616 B (VII), dans laquelle l'Assemblée générale déclarait que l'évolution pacifique d'une société composée de plusieurs races comme la société sud-africaine était le mieux assurée "lorsque le système des lois et l'ensemble des pratiques visent à assurer l'égalité de tous devant la loi, sans considération de race, de croyance ou de couleur, et lorsque tous les groupes raciaux participent sur un pied d'égalité à la vie économique, sociale, culturelle et politique".

11. La situation complexe qui règne en Afrique du Sud exige de la patience et des mesures énergiques.

^{2/} Ibid., quinzième année, Supplément d'avril, mai et juin 1960, document S/4300.

^{3/} Ibid., dix-huitième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1963, document S/5438 et Add.1.

La délégation chinoise espère elle aussi que l'on aura toujours recours à des moyens pacifiques pour trouver la solution.

12. M. GEBRE-EGZY (Ethiopie) estime que la Commission, examinant une fois de plus la politique inhumaine de l'apartheid en Afrique du Sud, est saisie d'un rapport bien documenté et digne de foi présenté par le Comité spécial (A/5497 et Add.1). Il félicite le Président et les membres du Comité spécial de s'être si bien acquittés de leur tâche.

13. Il convient de rappeler que l'Afrique du Sud a d'immenses ressources naturelles. Elle est le plus grand producteur d'or du monde, puisqu'elle fournit à elle seule plus de 50 p. 100 de l'or extrait en Occident. La production de diamants, qui a atteint en 1957 le chiffre record de 2 600 000 carats, a rapporté alors à l'Afrique du Sud 76 800 000 livres. Le pays abonde en autres minéraux; il est aussi gros producteur de fruits et de céréales.

14. Malheureusement, le gouvernement raciste de la République sud-africaine a complètement privé la grande majorité de la population, soit plus de 80 p. 100, du bénéfice de ces ressources. Il maintient délibérément les autochtones sous un régime pire que l'esclavage. Le Bantu Laws Amendment Act de 1963 interdit aux noirs de vivre en dehors des réserves. Quelque 80 p. 100 des meilleures terres du pays sont réservées à la minorité blanche privilégiée, et un autochtone ne pourrait vivre sur ces terres sans autorisation spéciale. Environ 33 p. 100 des autochtones résident dans les villes afin de servir la minorité blanche. Il leur est interdit de quitter les quartiers misérables qui leur sont réservés ou d'y pénétrer sans autorisation spéciale de leurs maîtres ou de la police. Les autres sont parqués dans les "réserves", qu'ils ne peuvent quitter que pour prendre un emploi dans une région minière ou agricole. Mais il y a pire: en vertu de la célèbre General Law Amendment Act de 1962, plus connue sous le nom de Sabotage Act, et de la General Law Amendment Act de 1963, plus connue sous le nom de No-Trial Act, les Africains sont jetés en prison par milliers. On sait de source sûre qu'en la seule année 1963 plus de 7 000 prisonniers politiques ont été détenus et qu'au moins 4 000 membres du Pan-Africanist Congress ont été arrêtés et attendent d'être jugés.

15. D'après le mémorandum, en date du 4 septembre 1963, émanant du Bureau international du Travail (A/AC.115/L.29), la République sud-africaine, en raison de sa politique déclarée d'apartheid ne se conforme pas à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, aux termes de laquelle tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales. La doctrine de Verwoerd, qui distingue quatre classes — Européens, Asiatiques, Africains et métis —, établit une discrimination dans le travail et devant la loi et restreint les possibilités des trois derniers groupes, conduisant rapidement le pays à sa perte.

16. Dans son mémoire en date du 6 septembre 1963 (A/AC.115/L.30), la Commission internationale de juristes a indiqué que la séparation de divers groupes pour des raisons de race, de couleur ou de croyance est en soi une atteinte à la dignité humaine.

17. La politique du Gouvernement sud-africain a fait l'objet de plus de 25 résolutions des Nations Unies. En réponse à l'appel lancé par l'Organisation, de nombreux Etats Membres ont estimé de leur devoir de faire appliquer les dispositions de ces résolutions. Les gouvernements des pays africano-asiatiques notamment, à leur conférence historique de Bandoung en avril 1955, ont déploré la ségrégation raciale et ont énergiquement appuyé l'attitude courageuse des victimes de la discrimination raciale, en particulier des personnes d'origine africaine et indo-pakistanaise d'Afrique du Sud. Aux Conférences des pays indépendants africains d'Accra, de Monrovia, de Lagos et d'Addis-Abéba, les Etats indépendants d'Afrique ont résolument condamné la discrimination et la ségrégation raciales dans le monde entier et tout particulièrement en Afrique du Sud. A la récente Conférence d'Addis-Abéba, les chefs d'Etat africains ont demandé instamment à tous les Etats et en particulier à ceux qui entretiennent traditionnellement des relations avec le Gouvernement sud-africain et qui coopèrent avec lui d'appliquer strictement la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et ils ont engagé tous les gouvernements qui maintiennent des relations diplomatiques, consulaires et économiques avec le Gouvernement sud-africain à les rompre.

18. Quant au Gouvernement sud-africain, il poursuit non seulement sa politique de domination, mais aussi une politique d'armement qui est l'aboutissement logique de l'apartheid. Jamais, dit-on, l'Afrique du Sud n'a dépensé autant en armements: on estime à 220 millions de dollars par an ses dépenses en armements modernes. Le service militaire est intensifié et, outre les armements dont dispose le gouvernement, on sait que les 3 millions de blancs qui vivent dans le pays possèdent à titre privé plus de 2 millions d'armes à feu et que les femmes blanches d'Afrique du Sud participent aux manœuvres militaires. Dans ces conditions, peut-on nier que la situation en Afrique du Sud constitue une grave menace à la paix et à la sécurité sur le continent et dans le monde entier?

19. La délégation éthiopienne estime que le meilleur moyen d'isoler l'Afrique du Sud et de l'obliger à respecter la dignité humaine aurait été de se conformer strictement à la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale. Elle regrette que le paragraphe 4 du dispositif, en particulier, n'ait pas été appliqué par certains pays d'Europe occidentale, qui ont continué d'envoyer à l'Afrique du Sud du matériel stratégique, notamment des armes et des munitions, contribuant ainsi à aggraver la situation déjà explosive qui règne sur le continent africain. Le Gouvernement éthiopien, quant à lui, a pris des mesures pour appliquer entièrement la résolution. La délégation éthiopienne est convaincue que, si ces quelques pays d'Europe occidentale pretaient leur concours, l'ONU ne tarderait pas à atteindre son principal objectif, qui est de garantir les mêmes droits et les mêmes libertés à tous les citoyens d'Afrique du Sud, sans distinction de race, de couleur et de croyance. A cet égard, il faut se féliciter de la contribution apportée par les pays scandinaves à la recherche d'une solution équitable du problème de l'apartheid.

20. A propos de la théorie, avancée par certains et à laquelle le représentant du Royaume-Uni a fait allusion (386ème séance), la délégation éthiopienne ne saurait accepter l'idée d'un partage de terres sous quelque forme que ce soit. A son avis, cette suggestion ne vaut même pas la peine d'être examinée. Les autochtones d'Afrique du Sud l'ont totalement

rejetée et elle ne peut aucunement contribuer à résoudre le problème. Il faut donc espérer que la délégation du Royaume-Uni n'insistera pas sur cette idée.

21. En revanche, la délégation éthiopienne est favorable à une idée qui a déjà reçu un large appui à la Commission, à savoir la mise en place en Afrique du Sud d'un gouvernement non racial jouissant de la confiance de tous les citoyens et institué selon le principe démocratique "à chacun une voix". A ce sujet, le représentant de l'Ethiopie tient à préciser que, dès que les autochtones d'Afrique du Sud pourront choisir leur gouvernement, tous les citoyens vivront dans l'égalité et la fraternité. Qui plus est, un gouvernement qui a la confiance des citoyens est la meilleure garantie pour tous, quelle que soit leur couleur, leur religion ou leur race.

22. Passant au rapport du Comité spécial (A/5497 et Add.1), le représentant de l'Ethiopie estime qu'il est indispensable d'adopter et d'appliquer immédiatement les recommandations formulées aux paragraphes 509 à 517. Il convient particulièrement d'adopter le paragraphe 511, où il est recommandé à l'Assemblée générale d'inviter tous les Etats Membres à prendre rapidement les mesures voulues pour appliquer les dispositions pertinentes de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale et de la résolution du Conseil de sécurité en date du 7 août 1963. La délégation éthiopienne appuie sans réserve les paragraphes 512 et 513, où il est recommandé de prêter assistance aux ressortissants sud-africains qui sont persécutés et obligés de quitter leur pays parce qu'ils s'opposent à l'apartheid. Elle appuie aussi le paragraphe 514, tendant à inviter les Etats Membres à ne pas fournir, directement ou indirectement, d'aide militaire et technique à l'Afrique du Sud, sous quelque forme que ce soit. Quant aux mesures complémentaires, recommandées au paragraphe 515, concernant l'aide économique et technique des organisations internationales, les transports, l'immigration et l'embargo sur les envois d'armes, de munitions et de pétrole, il faudrait qu'elles soient adoptées sans délai et que l'Assemblée générale en assure la mise en œuvre.

23. En ce qui concerne la recommandation formulée au paragraphe 516, à savoir que les Etats Membres devraient être invités à faire connaître le plus possible les efforts de l'ONU touchant la question de l'apartheid et à prendre des mesures efficaces pour contrecarrer la propagande du Gouvernement sud-africain, la délégation éthiopienne estime que c'est là un point essentiel qui devrait figurer dans la résolution qu'adoptera l'Assemblée générale.

24. Pour conclure, le représentant de l'Ethiopie invite instamment la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne le Royaume-Uni et tous les pays qui entretiennent encore des relations commerciales et diplomatiques avec l'Afrique du Sud à se conformer à la résolution 1761 (XVII) afin d'éviter le désastre et d'assurer la paix.

M. Haseganu (Roumanie) reprend la présidence.

25. M. RANA (Népal) constate que, malgré le relâchement de la tension internationale, l'ONU se trouve une fois de plus face à face avec le problème que pose la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Depuis tant d'années qu'elle s'occupe de cette question, l'Organisation ne s'est jamais heurtée qu'au mépris du Gouvernement sud-africain,

qui continue à invoquer le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et à dénier toute compétence à l'Organisation pour cette question d'ordre essentiellement humain et international. Malgré tous les efforts de dissuasion, la politique d'apartheid est plus impitoyable que jamais. Le Népal, qui n'entretient aucune relation avec l'Afrique du Sud, est opposé à l'apartheid non seulement parce que cette politique constitue une menace à la paix internationale, mais aussi parce que la politique nationale népalaise vise à la création d'une société meilleure dans laquelle, comme l'a dit S. M. Mahendra, roi du Népal, la domination de l'homme sur l'homme serait abolie.

26. La délégation népalaise s'alarme du renforcement massif du potentiel militaire de l'Afrique du Sud, qui est destiné à perfectionner l'organisation répressive du Gouvernement sud-africain, ainsi que de la législation visant à faire taire toute opposition à la politique d'apartheid, au mépris des principes les plus élémentaires de la justice. En particulier, le pouvoir exécutif peut actuellement faire détenir indéfiniment, et sans jugement, toute personne soupçonnée d'infraction aux lois du pays. En particulier, il est inquiétant de constater que des prisonniers politiques risquent la mort alors que leur seul crime est d'avoir manifesté leur opposition à l'apartheid. Il y a quelques jours seulement, l'Assemblée générale, par sa résolution 1881 (XVIII), a demandé au Gouvernement sud-africain de relâcher tous ces prisonniers politiques, mais cette résolution est restée lettre morte. En réalité, dans son obstination, dans son désaveu des principes de l'égalité et de la justice, le Gouvernement sud-africain ne trouve pas à qui parler et il a fait une vertu de sa politique d'apartheid.

27. Le rapport du Comité spécial (A/5497 et Add.1) expose nettement les effets de la politique d'apartheid. La délégation népalaise, qui a fourni son rapporteur au Comité spécial, a eu plusieurs occasions de faire connaître la position de son gouvernement sur la question. Elle se déclare très satisfaite du rapport du Comité spécial et exprime l'espoir que celui-ci poursuivra sa tâche jusqu'à ce que le Gouvernement sud-africain soit forcé de renoncer à son odieuse politique.

28. U ON SEIN (Birmanie), rappelant que l'apartheid est entièrement étrangère au mode de vie, aux traditions et à la culture du peuple birman, qui n'éprouve que répulsion pour une telle politique, constate une fois de plus que le Gouvernement sud-africain continue à opposer une attitude totalement négative aux efforts des Nations Unies.

29. La position de la délégation birmane, en ce qui concerne le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte, est que l'Organisation est compétente pour traiter du problème de l'apartheid et d'autres problèmes mettant en cause une violation flagrante des principes fondamentaux et des droits de l'homme. La compétence de l'ONU pour des questions de ce genre a été pleinement établie. La question de la discrimination raciale en Afrique du Sud est en effet très grave. Elle met en cause le problème plus vaste des relations entre les blancs et les personnes de couleur dans le monde entier, et il y a lieu de rappeler à cet égard que les deux tiers des habitants du monde sont des non-blancs.

30. Depuis plus d'un siècle, la collectivité blanche d'Afrique du Sud s'efforce délibérément de faire en sorte que les Africains abandonnent leur mode de vie tribal afin de travailler pour les blancs dans les

zones urbaines. La découverte du diamant et de l'or au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle a modifié la structure économique et sociale de l'Afrique du Sud. Les Africains de couleur ne peuvent ni posséder des biens ni devenir des travailleurs qualifiés. Le Gouvernement sud-africain a formulé sa politique officielle en ce qui concerne les relations entre les blancs et les non-blancs: elle consiste en une ségrégation sociale totale et dans le refus catégorique d'accorder aux non-blancs la jouissance des droits politiques. L'Africain des villes est traité comme un travailleur migrant et non pas comme un citoyen. Il ne jouit ni du droit de propriété ni de droits politiques. La législation actuelle de l'Afrique du Sud n'est qu'un expédient juridique, mis au point par un parlement entièrement blanc, pour réprimer et abaisser la population non blanche du pays. Les déclarations de M. Oliver Tambo (379^{ème} séance) et du révérend R. Ambrose Reeves (387^{ème} séance) ont fait une fois de plus ressortir la gravité de la situation.

31. Les recommandations contenues dans le rapport du Comité spécial méritent un examen approfondi et la délégation birmane est reconnaissante au Danemark et aux autres pays scandinaves de la position qu'ils ont adoptée sur la question de l'apartheid. Au sujet de l'application de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, la Birmanie n'exporte ni armes, ni munitions, ni véhicules militaires à destination de l'Afrique du Sud et elle n'entretient pas de relations diplomatiques ou officielles avec le gouvernement de ce pays. De plus, le Gouvernement birman a interdit, en novembre 1962, toutes les relations commerciales privées entre la Birmanie et l'Afrique du Sud. En conséquence, il n'existe plus aucune relation entre l'Union birmane et la République sud-africaine. Il y a lieu de rappeler en outre que les navires et aéronefs sud-africains n'ont jamais bénéficié d'aucune facilité dans les ports et aéroports birmans.

32. La situation en Afrique du Sud est actuellement pire que jamais. Cependant, la résolution 1881 (XVIII) a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale, un seul pays ayant voté contre, à savoir l'Afrique du Sud elle-même. Il incombe aux Nations Unies de trouver une solution au problème de l'apartheid et il faut poursuivre les efforts entrepris jusqu'à ce que la population non blanche d'Afrique du Sud ait retrouvé la plénitude de ses droits dans l'égalité totale.

33. M. NEDA (Roumanie) déclare que le climat favorable dans lequel se déroulent les travaux de la Commission depuis le début de la session permet d'espérer que ces travaux auront des résultats positifs. L'inquiétude manifestée par l'opinion mondiale indique qu'elle souhaite sincèrement qu'il soit mis fin à la politique d'apartheid.

34. La Commission est saisie des rapports du Comité spécial qui contiennent une riche matière dont l'étude approfondie doit permettre non seulement de mieux connaître les mesures prises par le Gouvernement sud-africain, mais aussi de préciser ce qui fait obstacle à la solution du problème. La politique qu'il y a lieu d'appliquer pour liquider l'apartheid a été nettement définie à l'occasion des rencontres internationales auxquelles ont participé les pays africains ou africano-asiatiques. Deux de ces rencontres sont particulièrement importantes: la Conférence de solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie, tenue à Moshi (Tanganyika) en février 1963, et la Conférence au sommet des pays indépendants africains, tenue à Addis-Abéba en mai 1963. Ces conférences ne se sont

pas contentées de condamner l'apartheid: elles ont adopté des mesures concrètes afin de venir en aide à la population non blanche de l'Afrique du Sud. Les résolutions adoptées lors de ces conférences manifestent que la patience des peuples n'est pas infinie, et l'on rappellera également, à cet égard, les décisions prises par la Commission économique pour l'Afrique et par la quarante-septième Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

35. De toute évidence, l'intention du Gouvernement sud-africain est de continuer à rejeter les résolutions adoptées par les Nations Unies, de refuser toute solution pacifique du problème et d'intensifier par conséquent ses efforts en vue de créer un Etat de type militariste. Comme le montre le rapport du Comité spécial, le budget des forces militaires et de la police sud-africaines a quadruplé entre 1960 et 1963. Au cours de ces dernières années, une grande partie de ce budget a été consacrée à la construction d'usines d'armements modernes, et le Gouvernement sud-africain a bénéficié à cet effet de l'appui total des puissances occidentales. Les dirigeants de l'Afrique du Sud se rendent compte, en effet, que leurs principaux fournisseurs d'armes seront obligés tôt ou tard de cesser leurs livraisons, ce que l'on peut augurer du fait que, déjà, quelques-uns des fournisseurs de l'Afrique du Sud en armes et munitions se sont engagés à cesser leurs expéditions. C'est pour cette raison que le Gouvernement sud-africain est en train d'accélérer la construction de ses propres usines d'armements. Dans cette perspective, les déclarations du Ministre des affaires étrangères sud-africain selon lesquelles l'Organisation est le principal ennemi de l'Afrique du Sud prennent toute leur signification.

36. La grande majorité des gouvernements, ainsi qu'on peut le voir d'après leurs déclarations, qui figurent tant dans le rapport du Comité spécial que dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité, ont pris nettement position à l'égard des résolutions des Nations Unies. Leur attitude marque une nouvelle étape de la lutte contre l'apartheid, car on ne se borne plus à condamner et l'on a commencé à appliquer des sanctions d'ordre politique, économique et militaire.

37. Cependant, certains pays entretiennent encore des relations étroites avec le Gouvernement sud-africain. Quatre cinquièmes des échanges de l'Afrique du Sud se font avec ces pays. Ces derniers retirent de très grands profits de leurs investissements en Afrique du Sud, et cela en grande partie grâce au travail des 14 millions d'Africains et métis de ce pays. Certains pays occidentaux ont du reste reconnu que ce qui les empêche de prendre des mesures contre l'Afrique du Sud, c'est précisément l'existence de ces relations économiques avec l'Afrique du Sud, qui présentent pour eux une importance vitale. On peut donc dire que la solution du problème dépend en grande partie de la position des principaux pays occidentaux.

38. Les déclarations de M. Oliver Tambo et du révérend R. Ambrose Reeves ont permis de mieux connaître certains aspects de la situation en Afrique du Sud. Non seulement la politique d'apartheid constitue une grave offense à la dignité de l'homme, mais elle entretient un foyer de discorde sur le continent africain. Les mesures de plus en plus brutales prises par le Gouvernement sud-africain mettront assurément en danger la paix internationale, puisque, comme le représentant de la Roumanie l'a déjà déclaré, toute patience a ses limites. La Roumanie, qui a toujours adopté une position ferme en ce qui con-

cerne l'apartheid, estime que l'application des mesures préconisées dans la résolution 1761 (XVII) constitue un important facteur de coercition, sur le plan international, à l'encontre du Gouvernement de la République sud-africaine. La délégation roumaine s'est également prononcée en faveur de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 7 août 1963 et elle estime qu'une stricte application, par tous les Etats, des mesures prévues au paragraphe 3 du dispositif de cette résolution priverait le Gouvernement sud-africain de l'appui et de l'encouragement dont il a besoin pour sa politique d'apartheid.

39. M. TALEB (Algérie) se refuse à croire que la conscience internationale a déjà oublié les méfaits du fascisme et continuera longtemps de rester muette devant les conséquences dramatiques de la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Ce n'est plus une résolution qu'il faut adopter, c'est une solution concrète et pratique qu'il faut trouver à ce problème. Du moment que le cancer qui ronge une partie du continent africain a été localisé, il ne faut point le cacher comme le voudraient certains pays, mais il faut procéder à son ablation.

40. Depuis l'adoption de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, le Gouvernement algérien a eu le souci constant d'inscrire dans la réalité des faits les décisions que l'Organisation a prises pour mettre un terme à la politique d'apartheid. Il a été le premier à répondre à l'appel du Secrétaire général et à préciser ses intentions en ce qui concerne l'application de la résolution 1761 (XVII). De la déclaration qu'il a faite (voir A/5497/Add.1, annexe V), il ressort qu'il a décidé d'appliquer intégralement et sans délai les clauses du paragraphe 4 du dispositif de cette résolution. Devant la Commission, le Gouvernement algérien réaffirme solennellement sa volonté d'apporter au peuple sud-africain un soutien total pour la reconquête de ses droits fondamentaux, et c'est dans ce sens qu'il interprète l'appel unanime, le cri d'alarme lancé par tous les chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abéba.

41. Malgré la patience manifestée depuis des années par les Africains, certaines délégations, n'hésitant pas à se faire les avocats conscients ou inconscients du Gouvernement sud-africain, osent demander à ces mêmes Africains de mettre un frein à leurs émotions et de garder la tête froide. On se demande comment, lorsque la Charte est bafouée, la dignité des Africains piétinée et la vie de tout un peuple menacée, il est possible de faire preuve du "flegme" qui caractérise ces mêmes délégations. Certains se sont efforcés de démontrer la vanité du boycottage économique de l'Afrique du Sud, qui, disent-ils, ne manquerait pas de jeter dans la misère ceux-là mêmes que l'on veut aider. Or, beaucoup plus que de pain, les Africains d'Afrique du Sud ont besoin de respect, de dignité, de liberté, en un mot d'être considérés comme des êtres humains.

42. En même temps qu'ils se proclament les alliés des Africains, certains essaient de ménager, c'est le moins que l'on puisse dire, le gouvernement de Pretoria. Or, entre l'Afrique et Pretoria, il n'y a pas de moyen terme, et un choix s'impose aux puissances qui conservent des relations très étroites avec le Gouvernement sud-africain. Leur responsabilité est pleinement engagée. Les nations du monde et l'Organisation ne peuvent plus se permettre d'attendre sans risquer de voir l'Afrique du Sud sombrer dans un conflit violent dont les conséquences s'annoncent in-

calculables. L'Afrique a trop souffert pour affronter de nouveau une lutte qui menace déjà la paix et la sécurité internationales. Il faut se montrer réaliste et lui épargner cette nouvelle épreuve. Agira-t-on enfin dans ce sens? La réponse à cette question ne peut venir à l'heure actuelle que des pays qui gardent les meilleurs rapports avec le Gouvernement sud-africain: la Belgique, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, pour ne citer que les plus importants. A ceux qui réclament des garanties pour la minorité blanche d'Afrique du Sud, on peut affirmer que les Africains, qui ont souffert dans leur chair de l'oppression colonialiste et raciste, sauront tendre la main à tous ceux qui veulent œuvrer pour instaurer une ère nouvelle sur le continent africain. Les Africains sont des Africains et ne sauraient être revanchards. C'est pourquoi, à ceux qui veulent "balkaniser" ou "israéliser" l'Afrique du Sud, la délégation algérienne demande de rejeter toute tentative de partage du pays. M. Oliver Tambo et le révérend R. Ambrose Reeves ont manifesté devant la Commission leur opposition catégorique à cette pseudo-solution, qui n'est pas plus réaliste en l'occurrence qu'elle ne l'était lorsqu'il s'agissait de mettre fin à la guerre d'Algérie.

43. Le cancer qui ronge l'Afrique du Sud est en train de pousser des ramifications dans tous les domaines de la vie internationale, comme le montrent, d'une part, le fait que le Gouvernement sud-africain vient de refuser à la Commission internationale de juristes l'autorisation d'envoyer un observateur au procès des patriotes sud-africains qui doit reprendre le 29 octobre et, d'autre part, le fait que la Commission internationale olympique vient de refuser au Comité olympique sud-africain le droit de participer aux jeux Olympiques de Tokyo si d'ici le mois de décembre 1963 le gouvernement de Pretoria n'a pas renoncé à sa politique d'apartheid. Le moment est venu de méditer sur les paroles d'Alan Paton qui, voici quelques années, écrivait: "Pleure, ô pays bien-aimé, sur l'enfant qui n'est pas encore né et qui héritera de la peur⁴". Aujourd'hui, l'enfant est devenu majeur, et la peur qui le neutralisait a fait place à une détermination farouche de se libérer à jamais de la discrimination raciale et du colonialisme.

44. M. JABRI (Syrie), exerçant son droit de réponse, rappelle qu'à la 390ème séance, le représentant de l'Irak a assimilé en passant le sionisme au nazisme. Cette rapide allusion, qu'il a faite en respectant le règlement intérieur de la Commission, a éveillé des sentiments de culpabilité chez le représentant d'Israël, qui a cru devoir lui répondre. A son tour, cette réponse appelle une mise au point de la part de la délégation syrienne. Comme l'a fait observer le représentant de l'Irak, il y a très peu de différence entre le sionisme dans ses manifestations contre les minorités arabes d'Israël, et l'apartheid, telle qu'elle est pratiquée par le Gouvernement raciste de l'Afrique du Sud et, partant, entre le sionisme et le nazisme. A l'appui de son assertion, M. Jabri commence par citer un passage du livre de Don Peretz intitulé *Israel and the Palestine Arabs*⁵, qui décrit les nombreuses restrictions auxquelles sont soumis les Arabes d'Israël, auxquels s'étend la loi martiale. En février 1956, M. Elias Kussa, avocat d'Israël, a adres-

⁴ Voir Alan Paton, *Pleure, ô pays bien-aimé*, Paris, Club du livre religieux, 1957.

⁵ Washington, The Middle East Institute, 1958.

sé au Secrétaire général un télégramme, cité dans la revue Ner de Jérusalem, demandant aux Nations Unies d'intercéder auprès du Gouvernement israélien pour qu'il mette fin à l'oppression et aux humiliations dont font l'objet les Arabes.

45. Le PRESIDENT interrompt le représentant de la Syrie pour donner lecture de l'article 111 du règlement intérieur de l'Assemblée générale; il invite ce représentant à demeurer dans le cadre de l'exercice de son droit de réponse.

46. M. JABRI (Syrie) poursuit la lecture du télégramme de M. Kussa. Il cite ensuite le rapport d'un avocat israélien, M. Mordecai Stein, sur les misérables conditions médicales dans lesquelles sont laissés les villages arabes sous administration militaire israélienne, rapport qui a été publié dans le journal Lebensfragen en décembre 1955. Le représentant de la Syrie invoque ensuite le jugement d'un historien qui ne saurait être accusé de parti pris, comme M. Arnold J. Toynbee, qui a eu le courage d'exposer au grand jour le comportement d'Israël à l'égard de la minorité arabe et d'assimiler le sort des réfugiés arabes à celui des Juifs sous l'ère hitlérienne. Enfin, des témoignages comme celui qui a paru dans L'American Mercury d'août 1957 ou l'article du New York Times du 22 octobre 1963, dont le représentant de la Syrie lit des passages, montrent que le représentant de l'Irak avait pleinement raison de mettre sur le même plan racisme, apartheid, sionisme et nazisme.

47. M. BARROMI (Israël), exerçant son droit de réponse, constate avec un vif regret que l'appel qu'il avait lancé la veille n'a pas été entendu. Les manœuvres dilatoires dont usent les Etats arabes en persistant à introduire dans la discussion un élément qui lui est étranger ne répondent pas à un désir sincère de faire progresser l'examen de la question de l'apartheid. Le représentant d'Israël n'aurait pas demandé la parole à nouveau si le mot de nazisme n'avait pas été une nouvelle fois proféré à l'adresse d'Israël, insulte assez inattendue de la part de représentants de pays dont certains ont collaboré activement avec l'Allemagne hitlérienne. Qui plus est, cette insulte est un outrage à la mémoire de millions de victimes du nazisme et à ceux qui ont lutté et sont tombés dans la lutte contre l'hitlérisme.

48. Il est regrettable qu'il n'ait pas été tenu compte de l'invitation du Président, et le représentant d'Israël espère que semblable incident ne se renouvellera plus. Le représentant d'Israël a relevé le nouveau terme d'"israélisation" employé par le représentant de l'Algérie. S'il faut entendre par là progrès des idées démocratiques et stabilité politique par opposition à la dictature, au totalitarisme et à la domination militaire, il faut espérer que cette "israélisation" s'étendra à de nombreux pays du monde, y compris les voisins d'Israël.

La séance est levée à 12 h 35.